

**CRIAR LAÇOS E EXIGIR DIREITOS:
mobilização solidária num contexto de política migratória
repressiva em Bruxelas ¹**

**FORGING LINKS AND ADVOCATING RIGHTS:
solidary mobilisation in a context of repressive migration policy in
Brussels**

**CREAR LAZOS Y EXIGIR DERECHOS:
la movilización solidaria en un contexto de política migratoria
represiva en Bruselas**

**CRÉER DES LIENS ET EXIGER DES DROITS :
mobilisation solidaire dans un contexte de politique migratoire
répressive à Bruxelles**

Adriana COSTA SANTOS
Naïké GARNY ²

Resumo: Partindo da análise da ação coletiva no acolhimento de refugiados numa escala local (Bruxelas, Bélgica), este artigo procura compreender os processos de politização dos cidadãos, bem como o desenvolvimento de novas abordagens e práticas a nível local que moldam os códigos de acolhimento e desafiam os paradigmas das políticas migratórias à escala global. A política migratória europeia - baseada no controlo das fronteiras, na dissuasão e na repressão dos movimentos, na suspeita e na desconfiança - dá origem a mobilizações que acabam por transformá-la, propondo abordagens baseadas na hospitalidade e na criação de laços. Recorrendo à observação participante neste contexto, procuramos responder às seguintes questões: como é que a mobilização de emergência permite politizar os agentes locais através de uma implicação concreta? Que lições podemos tirar desta experiência à escala local para repensar a ação pública migratória à escala mundial?

Palavras-Chave: Migrações. Ação coletiva. Políticas públicas.

Keywords: Migrations. Collective action. Public policies.

Palabras clave: Migraciones. Acción colectiva. Políticas públicas.

Mots-clé: Migrations. Action collective. Politiques publiques.

¹ Trabalho apresentado no XIX Simpósio de Pesquisa sobre Migrações, realizado na Universidade Federal do Rio de Janeiro, de 2 a 4 de outubro de 2023.

² Adriana Costa Santos é doutoranda em Ciências Sociais e Políticas no *Centre de recherches et d'interventions sociologiques (CESIR)*, Université Saint-Louis (USL-B), Bélgica. adriana.costasantos@usaintlouis.be. Naïké Garny é doutoranda em Sociologia no *Centre for Sociological Research (CeSO)*, KU Leuven, Bélgica. naike.garny@kuleuven.be.

1. Introduction

Depuis le début des années 70 en Europe, la libre circulation interne s'est accompagnée d'un contrôle croissant des frontières externes. Mettant fin à une série d'accords bilatéraux d'émigration de travail qui assure la reconstruction européenne post-guerre, les États annoncent une volonté de restreindre l'immigration et de légiférer en la matière (HAMIDI & FISCHER, 2017, p.28). En Belgique, cette tendance se matérialise dans la loi de 1980 sur le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (MARTINIELLO & REA, 2013). Depuis lors, le paradigme du contrôle et de la restriction tend à s'accroître.

L'été 2015, marqué par des milliers de personnes fuyant les guerres civiles en Syrie et Irak (HESS et al., 2016), a permis de mettre en lumière l'impréparation des États européens en matière d'accueil et d'asile, mais il a aussi vu émerger partout en Europe des mobilisations de la société civile (LENDARO et al., 2019 ; REA et al., 2019). C'est le cas, en Belgique, de la *Plateforme Citoyenne de soutien aux réfugiés*, créée par des bénévoles autour d'un campement de réfugié·e·s au cœur de la capitale européenne (VANDEVOORDT, 2019). Cette *Plateforme* poursuit sa mission autour de deux piliers principaux: l'action concrète et, au travers de l'implication des citoyen·ne·s dans celle-ci, le changement d'attitudes et de représentations autour des enjeux migratoires, afin de créer une société plus hospitalière (BelRefugees, 2018).

Le durcissement de la politique migratoire belge se matérialise dans un traitement policier et répressif à l'égard des migrant·e·s sans-abri en transit, présent·e·s sur le territoire dans l'*impasse* (STREIFF-FÉNART, 2020) entre des demandes d'asile et l'application du Règlement de Dublin³. Les nombreuses violences (administratives, policières, symboliques, politiques) engendrées génèrent de l'indignation, qui se meut en action humanitaire et amplifie la mobilisation solidaire. Une initiative d'hébergement citoyen rassemble plus de 7.000 personnes qui proposent plus de 200.000 nuitées en un an (COSTA SANTOS & DEMANCHE, 2018). Dans cette expérience à large échelle, les citoyen·ne·s découvrent la souffrance et la pénibilité des chemins d'exil, exacerbées par la politique migratoire européenne. En

³ [UE 604/2013](#). Le règlement de Dublin III détermine selon différents critères l'État membre responsable de la demande d'asile. En général, celle-ci doit être introduite dans le premier pays d'entrée dans l'Union européenne, ce qui fait que beaucoup de personnes, se déplaçant à l'intérieur de l'espace européen, se voient dans l'impossibilité de voir leur demande traitée et donc dans une situation d'impasse.

développant une compréhension progressive et concrète du droit des étrangers et des enjeux politiques (VANDEVOORDT, 2020), iels constatent aussi et subissent la criminalisation de leur action solidaire (DU JARDIN, 2022).

Partant de la sociologie de l'action collective, cet article cherche à comprendre les processus de cadrage dans la politisation des citoyen·ne·s, ainsi que le développement de nouvelles approches et pratiques à l'échelle locale qui façonnent les codes de l'accueil et remettent en question les paradigmes de politique migratoire à l'échelle globale.

2. Les cadrages

Dans une perspective actionnaliste (TOURAINE, 1965) nous nous sommes demandées si la mobilisation autour de la *Plateforme* constitue un mouvement social porteur d'historicité, dans le sens où sa dimension conflictuelle porterait des éléments culturels d'un changement de la société sur elle-même. Sur le terrain, elle déploie un répertoire d'actions (TILLY, 1986) basé sur l'engagement concret par des solutions d'accueil, ce qui donne lieu à la construction de significations de l'action et donc à des opérations de cadrage (SNOW et al., 1986). Suivant une approche cognitive de l'action collective (SUREL, 2019), nous observons que la "crise des réfugiés" est dans ce cadre perçue d'abord et avant tout en tant que crise politique, de refus d'accueil, où la "dissuasion" par la violence est la norme et la priorité, au détriment du droit à l'asile et à l'accueil. Au départ d'une action concrète de mise à l'abri, les citoyen·ne·s se politisent et s'engagent dans la défense des droits des personnes migrantes.

3. Les pratiques

Afin de pousser plus loin l'analyse cognitive de cette expérience, nous avons porté un regard sur ces pratiques d'accueil, suivant les travaux de Gilles Frigoli sur l'évolution des catégories migratoires et leur usage au niveau local (FRIGOLI, 2010).

La mobilisation solidaire prend ici une ampleur inattendue, au sein d'une articulation entre le pouvoir politique local, des institutions publiques et des organisations humanitaires. La *Plateforme* développe des dispositifs qui mettent en avant le besoin de créer des relations de confiance et de solidarité, afin de contrebalancer la méfiance

et la peur que l'approche dite "dissuasive" de l'État provoque dans les corps et esprits des migrant·e·s (MYRIA, 2020). Les dits "migrant·e·s en transit" ou "*stranded migrants*" (COLLYER, 2010) créent des attaches, s'informent sur leurs droits et entreprennent des démarches pour s'intégrer durablement. Un des exemples marquants de ces pratiques que nous avons observées est l'approche axée sur les violences de genre dans l'accompagnement psycho-médico-social des femmes migrantes en transit (GARNY, 2022). Aux marges du travail social institutionnalisé, cette mobilisation citoyenne d'hospitalité s'invente des formes d'engagement et d'accompagnement qui dépassent les limites du bénévolat ou de la charité traditionnels, mais aussi celles du militantisme classique de protestation morale (DELEIXHE, 2018). L'engagement personnel participe de ce que Bertrand Ravon qualifie de *souci du social*, "caractéristique des actions publiques qui se déploient dans des contextes d'inquiétude non dénués d'affects et d'engagements personnels" (RAVON, 2008, p.10). De toutes ces expériences, l'importance donnée à la création de liens dans les pratiques d'intervention sociale et dans la gestion de la politique migratoire semble être une donnée fondamentale (COSTA SANTOS & GARNY, 2022).

4. Mise en perspective de la politique migratoire européenne

Cette perspective de valorisation des liens va à contre-courant de la logique européenne présente dans le Règlement de Dublin, qui traite la répartition des demandes d'asile en Europe suivant des quotas et des mécanismes bureaucratiques (DELEIXHE, 2022), sans tenir compte des facteurs humains qui poussent à une volonté d'installation dans un pays, avec un impact dans l'intégration future et dans la cohésion sociale. Pour alimenter la réflexion sur la rigidité des paradigmes, nous avons observé un exemple récent d'organisation européenne qui contredit cette logique dominante. L'accueil des réfugié·e·s ukrainien·ne·s depuis mars 2022 a non seulement encouragé les mouvements intra européens, mais aussi s'est appuyé sur les modes d'agir citoyens qui ont par le passé pu être dévalorisés et même criminalisés (VERTONGEN & COSTA SANTOS, 2022), mettant en valeur l'importance du développement d'un réseau social auprès des populations locales pour assurer une intégration durable et une répartition équitable au niveau européen.

Nous nous proposons donc ici de poser le constat que la politique migratoire européenne - basée sur le contrôle des frontières, la dissuasion et la répression des mouvements, la suspicion et la méfiance - suscite des mobilisations qui finissent par la façonner. Mettant au défi une gestion centralisée par leurs gouvernement, les citoyen·ne·s éveillent une conscience des enjeux politiques et revendiquent l'idéal démocratique, en se créant une place dans la définition des termes de la politique migratoire, où les liens tissés dans le cadre de l'hospitalité deviennent un instrument d'action publique à part entière. Cette expérience aboutit à une mise en perspective des paradigmes de politique migratoire européenne.

Referências

- BEL REFUGEES, **Mission**, 2018. Website www.bxlrefuges.be, accessed on July 1st 2023.
- COLLYER, M. **Stranded migrants and the fragmented journey**. Journal of Refugee Studies, vol. 23, no 3, p. 273-293, 2010.
- COSTA SANTOS, A.; DEMANCHE, D. **La Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés : une fourmilière née dans l'urgence**, Pauvreté. Le trimestriel du Forum Bruxelles contre les inégalités, vol. 21, 2018.
- COSTA SANTOS, A.; GARNY, N. **Créer des liens et revendiquer des droits**. Revue Akène, 2022.
- DELEIXHE, M. **Quand l'hospitalité politise. Le cas de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés à Bruxelles**. Congrès de l'Association Belge de Science Politique, ULB, Bruxelles, 2018.
- DELEIXHE, M. **Avec les migrants**. Esprit, 2022, no 12, p. 61-70, 2022.
- DU JARDIN, M. **Solidarité en Europe: état de l'art sur la criminalisation de l'aide aux personnes en situation irrégulière**. Déviance et Société, 46(4), p. 519-546, 2022.
- FRIGOLI, G. **Les usages locaux des catégories de l'action publique face aux situations migratoires**. Migration Société, n. 2, p. 81-93, 2010.
- GARNY, N. **Comment prendre en compte la pensée féministe postcoloniale dans l'accueil des femmes en migration. Le cas de la Sister's House**. Mémoire, Université Catholique de Louvain, 2022.
- HAMIDI, C.; FISCHER, N. **Les politiques migratoires en Europe**. Idées économiques et sociales, (3), 2017.
- HESS, S. ET AL. (eds.) **Der lange Sommer der Migration**. Berlin and Hamburg: Assoziation A, 2016.
- LENDARO A. ET AL. **La crise de l'accueil. Frontières, droits, résistances**. La Découverte, 2019.
- MARTINIELLO, M.; REA, A.. **Une brève histoire de l'immigration en Belgique**. Fédération Wallonie-Bruxelles, 2013.
- MYRIA, **Migration de Transit. La Belgique, une étape vers le Royaume-Uni**, *Myriadoc* n.10, 2020. [Link](#) accessed on July 1st 2023.

RAVON, B. **Le souci du social**. Thèse d'habilitation en sociologie, Université de Lyon 3, 2008.

REA, A. ET AL, **The Refugee Reception Crisis in Europe. Polarized Opinions and Mobilizations**, Université de Bruxelles, 2019.

SNOW, D. A ET AL. **Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation**. *American Sociological Review*, 51 (4) : p. 464-481, 1986.

STREIFF-FÉNART, J. **Les mots de la mobilité: les concepts des sciences sociales en regard des catégories politiques et des points de vue emiques**. *Cahiers de l'URMIS*, (19), 2020.

SUREL, Y. **Approches cognitives**, in Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques*. 5e édition entièrement revue et corrigée. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », p. 87-94, 2019.

TILLY, C. **European violence and collective action since 1700**. *Social Research*, p. 159-184, 1986.

TOURAINÉ, A. **Sociologie de l'action**. Paris : Les Éditions du Seuil, 1965.

VANDEVOORDT, R. **Subversive Humanitarianism: Rethinking Refugee Solidarity through Grass-Roots Initiatives**, *Refugee Survey Quarterly*, vol. 38, Issue 3, p. 245–265, 2019.

VANDEVOORDT, R. **A More Personal Shelter: How Citizens are Hosting Forced Migrants in and around Brussels**. In Scott-Smith & Breeze (eds.) *Structures of Protection? Rethinking Refugee Shelter*. Berghahn Books, p. 149-162, 2020.

VERTONGEN, Y.; COSTA SANTOS, A. **L'accueil des réfugié·es ukrainie·ne·s en Belgique**. *La Revue Nouvelle*, vol. 224, no 6, p. 59-64, 2022.